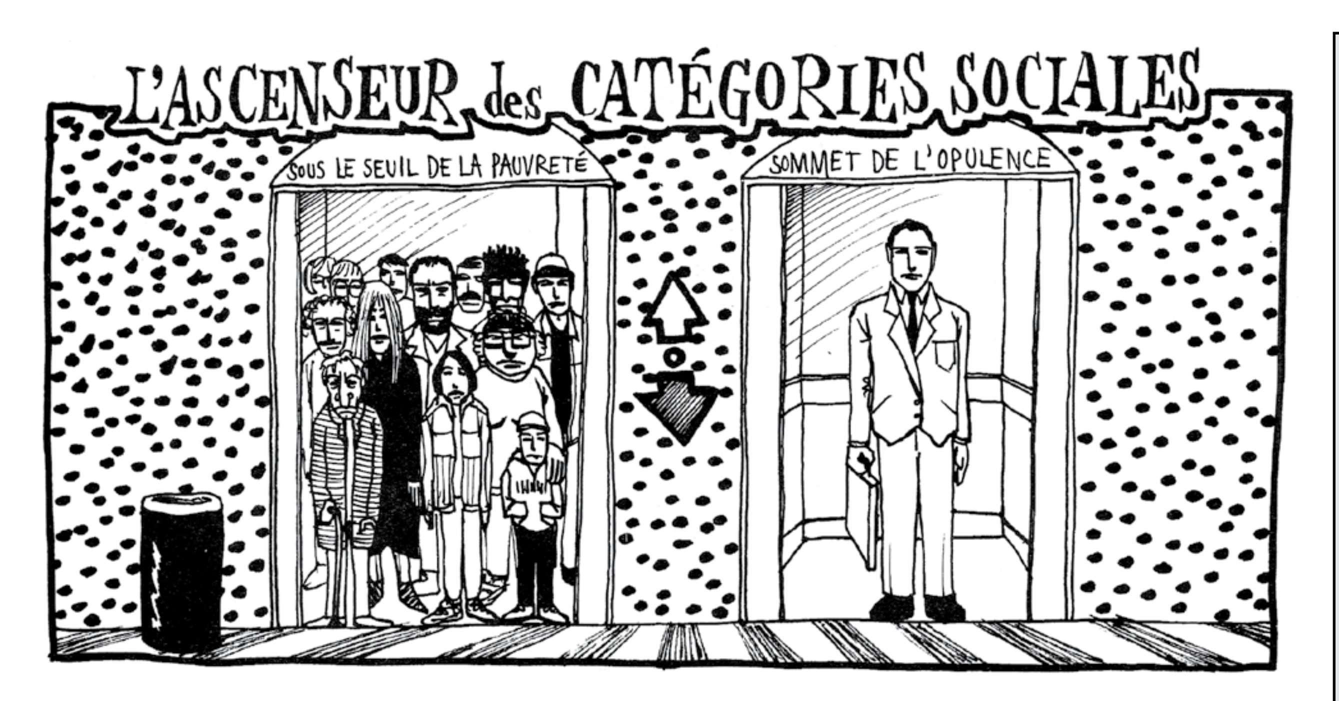
numéro 14 - mai 2007

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net



Travailler pour des peanuts!

Alors qu'on nous a cassé les oreilles tout au long de la campagne électorale avec des promesses de réductions d'impôts, de réinvestissements, de subventions aux entreprises en difficulté et le retour au travail pour les «b.s.», nos conditions de travail ne font qu'empirer et le salaire lui ne s'améliore pas.

En effet, peut-être que certains se rappellent qu'au premier mai de l'an dernier, la Conférence Régionale des Élus, présidé par le sinistre Claude Dauphin nous présentait le document « Quand le travail n'empêche plus d'être pauvre ».

Ce document nous apprend, entre autres, qu'à Montréal 40% des travailleurs-euses gagnent moins de 20 000$ par an et, si on se fie à l'augmentation constante qu'a connue ce chiffre durant les dernières années, la situation des travailleurs-euses ne semble pas vouloir s'améliorer. Faut dire que selon nos « gouvernants » 20 000 piastres, c'est ce qu'il faut pour survivre dans la jungle capitaliste tout en continuant d'engraisser nos maîtres...

On y apprend aussi plein de belles choses; des choses que nous savons déjà d'expérience, mais qui des fois, sont difficiles à mettre en perspective, de les voir d'une façon globale. Comme y a pas de riche sans pauvre, on peut se demander s'il n'y va pas de l'intérêt de quelques un-Es de ne pas trop faire connaître l'étendue de cette réalité et de continuer à nous faire croire que si on est pauvre, c'est fort probablement parce qu'on travaille pas assez ou qu'on ne fait rien pour s'en sortir. N'est-ce pas là le secret du capitalisme?

Si nos « élus » s'intéressent à notre misère, ce n'est pas d'un point de vue altruiste, mais bien une manière de gérer la sécurité des nantis. Il ne faut pas oublier que Claude Dauphin est responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, alors on voit bien où il veut en venir lorsqu'il dit : « Ce qui est inquiétant, c'est que le nombre de personnes qui vivent cette situation tend à s'accroître et que l'écart entre leurs revenus et ceux des mieux nantis se creuse ».

Les anarchistes l'ont dit pendant les élections, et on le redit: tant qu'il n'y aura pas de démocratie dans l'économie, y'en aura pas de démocratie! On aura beau nous parler de l'égalité des chances, d'investissement social, de réforme, la réalité parle d'elle-même. Aujourd'hui, il est de notoriété publique que les 100 patrons les mieux payés au Canada gagnent en moyenne 238 fois plus que le salaire moyen au pays ce qui fait qu'en moyenne, le PDG de ce groupe de 100 a déjà "gagné" le salaire annuel du canadien moyen le 2 janvier à 9h46. Seulement en redistribuant ce qu'ils nous ont volé, on serait un peu plus riches ou peut-être un peu moins pauvres… pourquoi pas faire la révolution tant qu'à y être et vraiment régler ce problème d'inégalité!

L'alternative au capitalisme existe : abolition du salariat, de l'argent et du « marché », socialisation de la production et de la distribution, abolition de la propriété privée, gestion de la production et de nos communautés au bénéfice de tous et toutes… en un mot, de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins

Notre programme est toujours plus d'actualité; et qu'on vienne pas nous dire qu'on se plaint le ventre plein…

L'économie va bien...

Salaire minimum vs coût de la vie
- Depuis 1979 le salaire minimum a augmenté de 98% mais le coût de la vie, lui, a augmenté de 127%...

Écart de richesse :
- De 1998 à 2002 on passe d'un écart 64 000$ à 77 000$ de salaire entre les plus pauvres et les plus riches.

Augmentation du travail précaire :
- Le nombre de personnes devant occuper un emploi à temps partiel est passé de 16% en 1976 à 36% en 2001.
- Le Conseil Permanent de la Jeunesse parle d'une augmentation des emplois précaires de 135% entre 1976 et 1995
- La plupart des postes à temps partiel ne paient que la moitié du salaire d'un poste à temps plein.

Qui sont les précaires ?
- 57% des jeunes travaillent au salaire minimum
- À Montréal, 46% des mères monoparentales travaillent au salaire minimum.
- Les précaires, en plus d'avoir des jobs de merde n'ont pas accès aux protections habituelles : assurances collectives, normes du travail, congés de maladies, vacances…
- On ne retrouve plus les précaires que dans des shops, des usines de vêtements et des jobs de bras, mais aussi dans les restaurants, les centres d'appels, les hôtels, et les boutiques.
- Les précaires sont surtout des femmes

Perspectives libertaires

Une conjoncture difficile

Le scrutin du 26 mars confirme la victoire des courants de la droite ultra-libérale et conservatrice dans l'arène électorale. Un courant réactionnaire (taxé de « populiste ») s'exprime à travers un appui massif à l'ADQ dans plusieurs régions du Québec. Dans le débat autour des fameux « accommodements raisonnables », le parti de Mario Dumont n'a pas hésité à faire appel à des sentiments de peur identitaire qui, loin de se dissiper, iront sans doute en s'accentuant au cours des prochaines années. Les autres partis, ne souhaitant pas demeurer en reste, sont fortement tentés de jouer à ce même jeu explosif, quitte à fournir du leste aux racistes et aux xénophobes de tout poil.

Si l'échiquier de la politique partisane pointe résolument à droite, il serait faux de prétendre que toutes les personnes qui ont voté pour l'ADQ l'ont fait au nom de valeurs réactionnaires. Si une bonne partie de la base militante adéquiste est effectivement vendue à ces idées, ce n'est pas nécessairement le cas pour le reste des électeurs et des électrices. Pour bien des gens, un vote pour Mario Dumont traduit davantage une forme de protestation à l'endroit de Jean Charest et d'André Boisclair. D'ailleurs les résultats de l'élection confirment la débandade du PQ et du PLQ, qui sont réduit au rang de tiers partis. Avec plus ou moins 30% des bulletins de vote, aucune des trois formations représentées à l'Assemblée nationale ne peut prétendre gouverner de façon hégémonique. Ce morcellement des partis bourgeois n'empêchera pas ces trois formations de s'entendre, à quelques virgules près, sur un programme pro-patronal de privatisations et de congés de taxes aux grandes entreprises. Néanmoins, il laisse la porte ouverte à une remise en cause de leur légitimité à diriger et à prendre des décisions au nom de « l'intérêt public ».

Des forces émergentes ?

La campagne électorale a permis à deux nouveaux partis de progresser en terme de suffrages. Québec solidaire améliore sensiblement le score réalisé par l'Union des forces progressistes (UFP) en 2003, mais abandonne chemin faisant toute référence au projet socialiste et peaufine son image de parti « pragmatique et responsable » qui fait lui aussi des promesses chiffrées. Mais où est passée l'analyse anti-capitaliste? En fait, Québec solidaire a largement profité du ressentiment à l'égard du Parti Québécois qui continue de s'exprimer dans les mouvements sociaux. Cette rupture avec le PQ, qui demeure une bonne chose en soi, ne s'est pas faite sur des assises de classe mais bien sur un ensemble de valeurs « humanistes » et une longue liste d'épicerie. Quand au Parti Vert, son approche « ni gauche, ni droite » doit nous rappeler le flou artistique de son programme et l'opportunisme de sa démarche, laquelle pourrait néanmoins s'avérer payante à long terme.

Par ailleurs, on remarque qu'un nombre important de personnes (30%) ont choisi de n'appuyer aucun parti en s'abstenant de voter ou en annulant leur vote. Loin

...Suite en page 4

Voir aussi « Ok, là, on fait quoi? » en page 3

Le scandale de l'aide sociale

En avril *Le Devoir* levait le voile sur une partie du scandale de l'aide sociale. Des gens qui reçoivent un coup de main régulier de proches ou d'amis se font couper leurs chèques, même si c'est en nature. L'État tolère la charité institutionnalisée mais pas la solidarité bêtement humaine, celle des amis ou de la famille. «Impossible d'avoir une solidarité sociale dans la dignité» en a conclu le Front commun des personnes assistées sociales.

En vérité, il n'y a pas de dignité possible à l'aide sociale. Le scandale que dénonce *Le Devoir* n'est que la pointe de l'iceberg. Il y a aussi les mères monoparentales qui se font couper la pension alimentaire. Ceux qui partagent un logement avec de la parenté qu'on coupe. Et combien d'autres situations?

Mais il y a plus. Le gouvernement divise les personnes assistées sociales entre « bons pauvres », les personnes inaptes au travail qui ont droit au « gros chèque », et les « mauvais pauvres », les personnes aptes au travail qui n'y ont pas droit. Celles-là, on va leur donner moins que le strict minimum, de peur qu'une prestation décente les « désincite » au travail.

(…) Ce qu'on fait vivre aux personnes assistées sociales est inacceptable et indigne d'une société évoluée. On stigmatise les gens, on ne leur donne pas les moyens de s'en sortir et on les force à survivre de peine et de misère. On les punit pour ne pas avoir réussi à s'intégrer sur le marché du travail. Au Québec, on hait les perdants et on s'amuse à cogner dessus.

Il y aurait bien des choses à changer à l'aide sociale. À commencer par la distinction entre « aptes » et « inaptes » au travail. Mais le cœur du problème reste l'insuffisance des prestations. À 548$ par mois, il est impossible d'arriver et de chercher activement de l'emploi. La personne est plongée dans une logique de survie et doit courir les banques alimentaires et les groupes communautaires. Sans parler des exigences des agents du gouvernement. Ça devient rapidement une job à temps plein! Mais quand les groupes communautaires proposent d'augmenter les prestations, ils se font regarder croche et la première question qu'ils se font poser c'est « combien ça va coûter? » Curieusement, personne ne s'inquiète du coût social de garder tant de gens dans la misère à l'année longue.

Source: http://quebec-libertaire.blogspot.com

Le Front commun à Sam Hamad : «Dit pardon mononcle...»

Une semaine à peine après avoir déclaré au *Journal de Québec* que «les BS qui n'ont pas de contraintes sévères à l'emploi ne sont pas intéressés à aller travailler actuellement. Ils ont tout...», Sam Hamad, le nouveau Ministre de l'emploi et de la solidarité sociale (sic!), a demandé une rencontre avec les représentant-es du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ). Invitation qui laisse de glace (ce sont leurs mots) les dit-es représentant-es.

«Le ministre Hamad veut nous rencontrer? Suite aux propos qu'il a tenus sur les personnes assistées sociales, c'est hors de question!» s'est exclamée Nicole Jetté, porte-parole du Front commun. «Avant que le FCPASQ soit intéressé à le rencontrer, le ministre devra démontrer une attitude de respect envers les personnes assistées sociales». Pour ce faire, le regroupement national exige une rétractation publique de la part du ministre Hamad et un engagement formel d'entreprendre une campagne nationale pour lutter contre les préjugés dont sont la cible les personnes assistées sociales.

Que voilà une réponse fière et digne! Bravo!



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 3000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoiretlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Abonnement de soutien au journal (20$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0



Déception !

À propos de *MédiaMatin Québec*

Déception ! Il n'y a pas d'autre mot. Mardi matin, le 24 avril, les *lock-outés* du *Journal de Québec* sortaient un quotidien gratuit tiré à 40 000 exemplaires. *MédiaMatin Québec*, c'est le nom du journal, veut «couvrir l'ensemble de l'actualité, [avec] une place centrale aux nouvelles de la Capitale nationale». Le porte-parole syndical souligne que l'ensemble des *lock-outés* mettent l'épaule à la roue, très fier de son coup (il y a de quoi), il ajoutait que «grâce à cet effort collectif, nous disons aujourd'hui à la population de Québec, voici vos nouvelles locales!» *Et merde...*

MédiaMatin Québec c'est exactement la formule du *Journal de Québec* mais «en mieux». Encore plus percutant, plus sensationaliste, plus populiste, tout en couleur. C'est *Sexe, sang, sport* puissance 10, sans les chroniques politiques de droite imposées par la direction.

L'équipe syndicale a choisi de faire la 'Une' de son premier numéro avec une nouvelle 'exclusive'. Le titre est un programme en soi : «Gangs de rue à Québec, l'ennemi numéro un». Suit un journal axé sur le fait divers (de préférence policier), l'insolite, l'économie, la culture de consommation et le sport. Pour ce premier numéro, les *lockoutés* se sont même payé un reportage sur les anarchistes de la coalition «Guerre à la guerre» qui préparent des «mauvais coups» pour le départ vers l'Afghanistan du contingent de Valcartier. D'après eux il y aurait entre 500 et 600 sympathisant-es libertaires dans la région de Québec (ayoye, on est hot!)… Au fil des numéros se sont rajoutés (heureusement) des textes sur la scène politique locale et provinciale.

Il faut reconnaitre que dans son genre, *MédiaMatin Québec* est supérieur au *Journal de Québec* (et de loin). La direction de Quebecor pensait peut-être faire croire au public qu'elle n'avait pas vraiment besoin de ses syndiqué-es pour sortir un journal. Les syndiqué-es, de leur côté ont fait la preuve par A + B que même sans grands moyens, leur produit est meilleur que celui de leurs patrons. En un



MÉDIAMATIN Québec

Gangs de rue à Québec

L'ENNEMI NUMÉRO UN

Page 3

Exclusif

LE PREMIER QUOTIDIEN GRATUIT À QUÉBEC

ACTUALITÉ — Exclusif — Afghanistan — Appel à la désobéissance civile — Page 6

ARTS ET SPECTACLES — René Simard avec les Boat People — Page 17

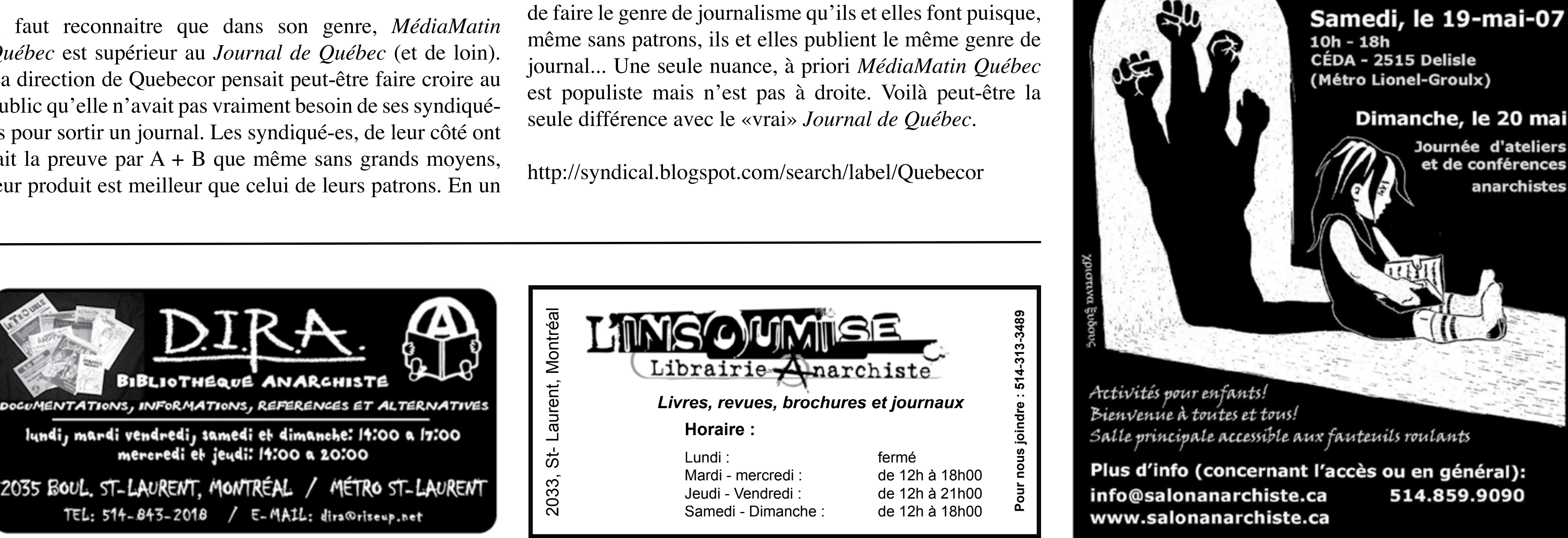
AFFAIRES — Des taxis publicitaires — Page 8

La 'Une' du premier numéro du journal des *lockoutés*

mot, ils et elles sont essentiels au *Journal*. Ça, la direction de Quebecor l'a bien compris, elle qui tente d'empêcher légalement les syndiqués de produire leur canard.

N'empêche, l'événement est historique. C'est la première fois depuis 1971 que les syndiqué-es d'un grand journal tentent de sortir un quotidien parallèle. Et on aboutit à «ça»… M'enfin, ce qu'il faut surtout comprendre c'est que les journalistes du *Journal de Québec* sont bien contents de faire le genre de journalisme qu'ils et elles font puisque, même sans patrons, ils et elles publient le même genre de journal... Une seule nuance, à priori *MédiaMatin Québec* est populiste mais n'est pas à droite. Voilà peut-être la seule différence avec le «vrai» *Journal de Québec*.

http://syndical.blogspot.com/search/label/Quebecor



Le vote pour le populisme, un acte de contestation douteux

Ok, là on fait quoi ?

Maintenant on fait quoi ? C'est ce que beaucoup de gens se sont dit en constatant les résultats des dernières élections provinciales. Si la plupart voient un vent de droite dans la réélection de Charest et la montée fulgurante de l'ADQ, d'autres constatent plutôt à quel point les élections sont un simulacre de démocratie.

C'est que l'ensemble de la campagne électorale est vécue par les citoyens par le biais des médias qui, par leur analyse, filtrent les informations, volontairement ou pas. La meilleure preuve est sans doute l'attitude de Radio-Canada lorsque Québec Solidaire a sorti son cadre financier, la journaliste mentionnant qu'un économiste de gauche n'était pas d'accord avec leurs propositions. Est-ce qu'ils mentionnent la couleur politique des autres économistes quand ceux-ci sont de droite ? Non. Les médias ont certainement eu un rôle décisif sur la campagne électorale. Non seulement par leur couverture des élections, la place accordée aux différents partis, le manque de profondeur d'analyse etc. mais aussi par les dossiers couverts tout au long de l'année.

Toutefois, il reste que le processus de déléguer l'ensemble de notre pouvoir de décider, donner un chèque en blanc, à des élus pour la durée de leur mandat ne fait aucun sens selon nous. C'est pourquoi nous avons participé à la campagne «Nous on vote pas» avec le RAME où il s'agissait principalement de dénoncer le cirque électoral, d'appeler les gens à s'organiser dans les différents groupes sociaux et syndicats et de mettre de l'avant notre modèle de société. C'est que les élections, loin d'être un lieu de débats et d'interactions au sein de la population, ne sont au final qu'un concours d'image où les gens font un choix individuel plutôt que collectif. Le résultat est le même à chaque fois, les grands partis représentent tous les mêmes intérêts, ceux de la classe dirigeante et des entreprises au dépend de ceux des travailleurs et des travailleuses. Ils ne s'opposent que sur la manière de le faire, pour favoriser telle faction de la bourgeoisie plutôt que telle autre.

Loin d'être le résultat uniquement des «radios poubelles» de la région de Québec, le vote massif pour l'ADQ et le populisme est vu par plusieurs comme une contestation, dans le cadre électoral évidemment, des partis traditionnels pour lesquels la population n'a plus aucune confiance. Mais il ne faut pas se leurrer: si hier l'ADQ était un tiers parti, «un vent d'air frais» en politique, il deviendra bien assez vite un « parti traditionnel » qui fait son lot de promesses électorales pour s'en défaire une fois arrivé au pouvoir. Présentement, Super Mario a le beau jeu: il peut bien faire et dire ce qu'il veut avec son bras droit et ancien président du conseil du patronat; mais on sait très bien qui ils défendront une fois au pouvoir, comme tous les autres. Il est certain que le chef charismatique de l'ADQ a réussi son pari en gagnant autant de sièges un peu partout au Québec chez un électorat hétérogène. Ce n'est pas en mettant de l'avant un programme construit et cohérent mais bien en jouant la carte du populisme, en touchant les cordes sensibles des gens : famille, immigration, « B.S. » et maudits syndiqués, que Mario Dumont s'est construit une image de bon père de famille, capable de gérer les affaires de tout le monde et d'épargner la mythique classe moyenne. Quand les gens verront pour quoi ils ont vraiment voté, on verra peut-être l'apparition d'un autre mouvement «On a jamais voté pour ça», comme après l'élection de Charest. Eh oui c'est pour ça que vous avez voté !



Cette affiche, éditée par la NEFAC de Québec est disponible en format pdf sur www.nefac.net

Il est évident qu'avec la composition du gouvernement actuel, un ensemble de droits économiques et sociaux seront remis en question. Le maintien d'un réseau de santé gratuit, public et de qualité, est loin d'être assuré étant donné la mise en place de cliniques privées pour effectuer certaines chirurgies. Le dégel des frais de scolarité est maintenant annoncé officiellement par le gouvernement. Espérons que nous verrons le mouvement étudiant être capable de défendre l'accessibilité à une éducation de qualité. Nous pouvons aussi nous attendre à de nouvelles hausses des tarifs d'électricité pour s'ajouter à une augmentation de 13,5% en 3 ans et pourquoi pas, d'autres hausses de prix pour le transport en commun aussi. Le ministre de la solidarité sociale (hah !) montre aussi ses couleurs : « les B.S. » qui gagnent déjà 548$ par mois (rien de trop beau pour la classe ouvrière !) sont trop bien traités et devraient voir leurs prestations coupées. Ça va être beau !

Il ne nous reste donc qu'à redoubler d'ardeur pour défendre nos droits contre les attaques de l'État et du patronat en s'organisant dans nos comités de quartier, nos syndicats étudiants ou non, et nos groupes populaires. Le pouvoir est dans la rue, pas dans les urnes !

Cinéma



Chronique criminelle et politique, *Romanzo Criminale* nous ramène aux « années de plomb » qui ont marqué l'Italie des années 1970. On y retrace le parcours d'une bande de jeunes à l'horizon bouché dont l'amitié se forge dans la petite délinquance. Grâce à leur audace et leur recours à une violence sans modération, ces derniers prendront le contrôle du marché de l'héroïne et de la prostitution à Rome. Des truands vraiment truands, des putes vraiment putes, *Romanzo Criminale* n'échappe malheureusement pas toujours aux clichés du genre. En trame de fond de cette histoire de gangsters plutôt classique, le réalisateur parvient néanmoins à nous faire comprendre comment le pouvoir s'y prend pour instrumentaliser des individus qui n'ont rien à perdre et les utiliser à des fins politiques et stratégiques. Les membres de la bande se retrouvent rapidement à l'avant-scène d'une série d'attentats sanglants imputés à l'extrême gauche, mais réalisé de concert avec des militants d'extrême droite, afin de pousser la société italienne dans une dérive autoritaire. *Romanzo Criminale,* c'est aussi la petite histoire (véridique) d'une longue série de provocations policières et son cortège de victimes innocentes.

Romanzo Criminale, Italie, 2004
Réalisateur : Michele Placido
Scénario : Giancarlo De Cataldo



À venir à Trois-Rivières:

L'ANARCHISME : UN PROJET POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ



Une présentation-discussion sur l'anarchisme, son actualité, ses fondements et ses moyens d'action.

Jeudi le 3 mai à 19h30
À l'UQTR (local 2223, pavillon Albert-Tessier)
3351, boul. des Forges, Trois-Rivières

Contribution volontaire à l'entrée

Une présentation de la NEFAC - Trois-Rivières
Pour plus d'information : la_reponse@hotmail.com
www.nefac.net

1er mai syndical : fête du travail?

Nos pas, nos cris, unis pour la démocratie : c'est le titre du rassemblement du 1er mai pour 2007. Si les syndicats se sont affairés à trouver un thème évocateur, ils se sont beaucoup moins attardés à mettre en place un plan d'action musclé pour le défendre. Le 1er mai des syndicats, c'est maintenant surtout l'apologie de la fête du travail. Pendant que les plus précaires sont au travail en remplacement des travailleurs et des travailleuses à temps régulier (le 1er mai est d'ailleurs un congé payé obligatoire chez quelques syndicats de la fonction publique mais le travail, lui, ne chôme pas) et que les plus pauvres ne peuvent tout simplement pas se déplacer pour se rendre au point de rendez-vous, les syndicats, eux, n'organisent même pas une manifestation. C'est un rassemblement, un point c'est tout.

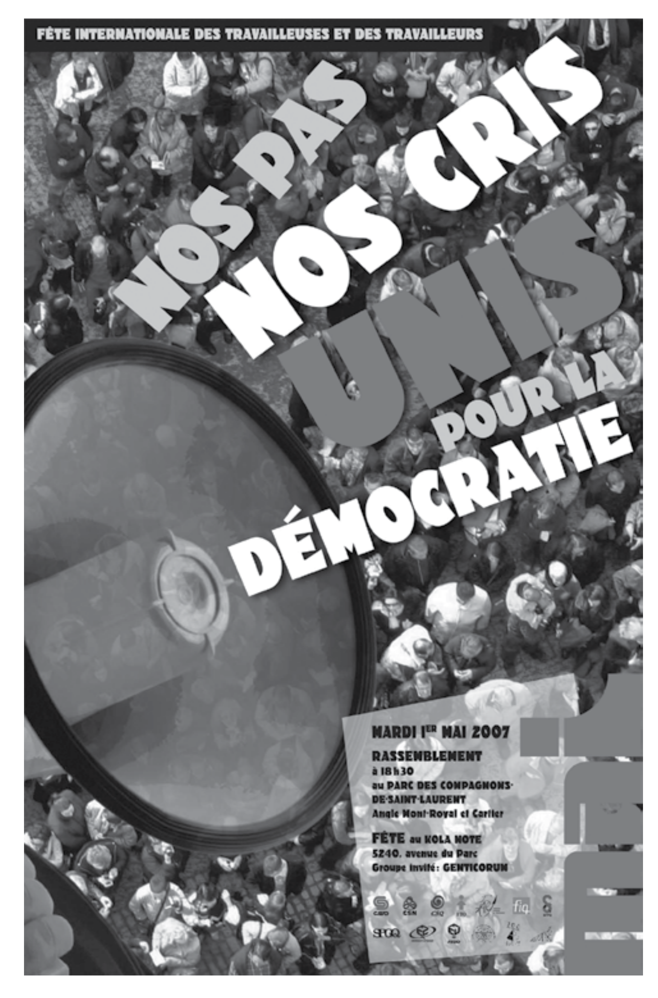
Une campagne faible

Depuis les coupures drastiques des gouvernements successifs, et d'ailleurs beaucoup plus particulièrement depuis l'affront général de Charest à la légitimité syndicale, les syndicats ne savent plus sur quel pied danser. Le 1er mai a été l'occasion de démontrer une forte présence des travailleurs et des travailleuses, 100 000 personnes étant dans les rues en 2004. Pourtant, le 1er mai prend davantage des allures de fête que de combat : slogans transformés en chansons rigolotes et fête organisée au Kola Note le soir sont de la partie. C'est à se demander pourquoi il est encore souligné par les centrales syndicales. Mais qu'est-ce que nous fêtons au juste? L'heure est-il réellement à la fête, chers syndicats?! La dénonciation de l'appauvrissement tandis que les plus riches s'en mettent toujours plein les poches ne peut trouver écho que par une mobilisation massive et musclée.

Les centrales syndicales et les groupes sociaux de la table de concertation qui organise le rassemblement ont voulu tabler cette année sur un plan d'action très large autours du thème de la démocratie. Visiblement, le gouvernement Charest est loin de la logique concertationniste péquiste qui octroyait davantage de poids décisionnel aux têtes dirigeantes syndicales. Derrière ces revendications faiblement argumentées –critiquer la démocratie sans remettre de l'avant la différence entre démocratie directe et représentative est évocateur d'une incompréhension du pouvoir politique- se tient une campagne tout aussi faiblement organisée. Nul-le n'en doute, il ne manquera pas de sifflet au rassemblement, ni de cocktail à la soirée dansante. Mais où sont les occupations des bureaux de ministres qui votent pour des projets de loi anti-syndicaux, les actions directes contre les bureaux de fonctionnaires qui appliquent les coupures et les manifestations pour dénoncer les attaques répétées contre les droits des travailleurs et des travailleuses?

Un 1er mai le 1er mai !

Au moins, cette année, après avoir été critiqués de toute part, les syndicats sont revenus à la raison en organisant un rassemblement la journée même du 1er mai. Le 1er mai, après tout, ça ne se fête pas le 30 avril! Rappelons-nous que c'est avant tout pour des considérations logistiques que les groupes organisateurs avaient l'an dernier décidé de devancer les activités de la «Journée internationale des travailleurs et des travailleuses». Alors que partout dans le monde, les exploité-e-s manifestaient leur mécontentement à la classe politique et économique le 1er mai même, ici, au Québec, les difficultés entourant de possibles journée de grève et la répression qui s'ensuit de facto ont eu raison de la solidarité syndicale. La peur des représailles est bien ancrée dans toute décision des élu-e-s et employé-e-s, à un point tel qu'elle prime sur les principes de base de tout syndicat. Les travailleuses et les travailleurs, pour leur part, ont assez gueulé contre cette incongruité pour que le 1er mai soit cette année la bonne journée.



Regain syndical?

Seule lumière au bout du tunnel, une rumeur circule à l'effet que les professeur-e-s du Cégep de Rimouski oseront peut-être en 2007 faire une journée de grève le 1er mai, défiant ainsi la Loi C-43, mieux connue comme le projet de loi 142 (décrétant les conventions collectives de la fonction publique et interdisant les moyens de pression traditionnels). L'administration locale utilisera-t-elle la même tactique que celle du cégep du Vieux-Montréal lors du 1er mai dernier en décrétant une journée pédagogique pour ne pas tergiverser avec les interprétations de la loi, de peur d'un côté de soulever la colère des étudiants et des étudiantes qui avaient voté une journée de grève et de l'autre, de leurs supérieur-e-s hiérarchiques? L'avenir nous le dira.

Chose certaine, les grandes centrales syndicales sont loin d'apporter de l'eau au moulin lorsqu'il est question de faire un retour au syndicalisme combatif. Peur d'être pris à la gorge par les médias qui ne font qu'une bouchée de tout mouvement social combatif, peur d'être pris à la gorge par les gouvernements qui votent comme bon leur semble des mesures répressives et peur d'être pris à la gorge par leurs propres membres conservateurs et libéraux, elles ne savent plus ramener sur la place publique des débats de fond. La démocratie représentative et bureaucratique semble bien avoir ramené tout beau principe progressiste si chèrement défendu par les syndicats d'autrefois vers un syndicalisme de service qui tient loin de lui tout conflit avec le gouvernement.

Pour quelques informations sur l'organisation de 1er mai, vous pouvez entre autres consulter :
http://www.csn.qc.ca/Evenements/1ermai2007/index.html
http://www.ftq.qc.ca/modules/pages/index.php?id=163&langue=fr

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, le 27 avril, il y avait au moins 289 prolos en grève ou en lock-out au Québec

Suite de la une...

d'être exclusivement le fruit d'une démarche apolitique, la position abstentionniste était également défendue par les militantes et les militants de la NEFAC et du RAME, qui ont organisé une campagne autour de cette question, campagne qui a suscité un certain intérêt auprès de la population. Plusieurs milliers d'affiches, de journaux et d'autocollants ont été diffusés dans les quartiers populaires, de même que dans les institutions d'enseignement post-secondaire. Il s'agissait de l'une des plus importantes campagnes abstentionnistes des vingt dernières années. Son succès relatif permet d'espérer une collaboration de plus en plus étroite entre les deux organisations qui l'ont initiée.

Des défis importants

La conjoncture politique actuelle, tant à Québec qu'à Ottawa, pose d'importants défis aux mouvements qui luttent pour changer la société. Après avoir passé au tordeur le mouvement syndical, qui s'est montré bien peu visible pendant la campagne électorale malgré l'ampleur des attaques dont il a été victime, Jean Charest s'apprête à faire de même avec le mouvement étudiant. Avec un parti d'opposition largement vendu aux réformes néolibérales, combien de temps durera le « statu quo » que les différents mouvements sociaux sont parvenus à maintenir (!) après quatre ans de lutte contre le gouvernement libéral ?

Pour bloquer la droite et arriver à construire un front social combatif et radical, les mouvements de résistance devront poursuivre leur enracinement auprès des classes ouvrières et populaires, accomplir un profond travail d'éducation populaire afin de démystifier les fausses solutions proposées par les partis politiques bourgeois et cultiver leur autonomie face au pouvoir. L'autonomie des mouvements sociaux face aux partis politiques vaut aussi pour Québec solidaire, dont l'objectif avoué au cours des quatre prochaines années sera d'obtenir des changements au mode de scrutin pour établir un système de représentation « proportionnel ». Peu importe : ce n'est pas ça qui changera quoi que ce soit au merdier dans lequel nous sommes plongé-e-s ! C'est dans la rue que la gauche sociale peut prendre son « match revanche ». Qu'on vote ou non, ce qui compte, c'est ce qu'on fait concrètement tout au long de l'année pour mettre un terme à ce système pourri.

Développer une alternative… libertaire

À toutes celles et ceux qui se sentent impuissant-e-s face à la remontée de la droite, qui ont envie de s'impliquer pour faire progresser les idées d'égalité, de solidarité et de liberté, nous vous invitons à prendre contact avec nous. La NEFAC organisera au cours des prochaines semaines plusieurs activités publiques dans différentes villes à travers le Québec. Nous en profiterons pour faire le point ensemble sur la situation politique, en insistant sur l'importance de s'organiser pour proposer une véritable alternative libertaire face au bourbier néo-conservateur.

Pour l'anarchie et le communisme,

Collectif anarchiste La Nuit
Secrétariat francophone,
Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC)

* * *

À surveiller à la fin mai :

«La montée de la droite au Québec et en France

Quelles résistances libertaires?»

Un panel avec des camarades du Réseau No Pasaran

Lieu et date à venir (info: www.nefac.net ou nefacquebec@yahoo.ca)